



Pendant que le secteur social et médico-social se noie, que les pouvoirs publics œuvrent à sa décomposition, nos employeurs les accompagnent et organisent allègrement ce naufrage. Dans le secteur de l'action sociale et du médico-social, nous, salarié-e-s et agent-e-s sommes en première ligne pour offrir des soins et de l'accompagnement de qualité à la population la plus vulnérable. Mais nous faisons face à des conditions de travail indécentes et à des salaires qui ne reflètent pas l'importance de nos missions !

Nous constatons :

- Une absence réelle de revalorisation salariale significative depuis 2000 ; Salaires inadaptés = Efforts insuffisamment rémunérés,
- Des conditions de travail dégradées = Absences non remplacées, manque d'effectif / Augmentation de la charge de travail physique et psychique, un « management » agressif,
- Une perte de sens du / au travail,
- Un manque de reconnaissance : il est temps que les employeurs et l'Etat reconnaissent l'importance de notre contribution à la cohésion sociale,
- Une dynamique de déqualification de l'ensemble du personnel,
- Des glissements de tâches généralisées,
- Une augmentation des risques psychosociaux avec mise en danger des professionnel-le-s et des personnes prises en charge.

Nous dénonçons :

- Les blocages des négociations dans nos conventions collectives existantes,
- Un projet de convention au rabais porté par les employeurs attaquant nos conquits sociaux,
- Un cirque médiatique avec un départ de la table des négociations d'Axess,
- Une absence de financement réellement adapté pour le privé et pour le public,
- L'absence des mesures du ségur pour les agents de la fonction publique hospitalière,
- La tarification à l'acte (SERAFIN-PH) qui fragmente nos prises en charge,
- La mise en place d'appels à projet mettant en concurrence des institutions et des professionnel-e-s,
- Une attaque des Diplômes d'Etat du travail social en cours, organisée par le gouvernement (DGCS) avec la validation de nos employeurs.

Aussi, ce 19 juin, partout sur nos territoires, en fonction des événements organisés, montrons notre détermination à garder nos métiers, exprimons les raisons de notre colère c'est l'affaire de toutes et tous !

Faisons entendre nos revendications et exigeons des changements :

Un investissement pour notre secteur social et médico-social par une loi de finance de la sécurité sociale garantissant l'égalité d'accès et des droits pour toutes celles et ceux qui en ont besoin :

- Une réelle augmentation de nos salaires et le versement et la sécurisation des « 183 euros pour tous » (Ségur/Laforcade),
- Une embauche massive de personnels,
- La réduction du temps de travail,
- La reconnaissance de la pénibilité de nos métiers,
- L'arrêt de la tarification à l'acte et du dispositif SERAFIN PH validé par la CNSA (Caisse nationale de la solidarité pour l'autonomie),
- La retraite à 60 ans !